



RCS : BOBIGNY

Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 05346

Numéro SIREN : 524 724 416

Nom ou dénomination : AB GROUP HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2017 sous le numéro de dépôt 18365

18365 ✓
"AB GROUP HOLDING"
Société à Responsabilité Limitée au capital de 730.000 Euros
Siège Social : 42 avenue de Verdun
93230 ROMAINVILLE
524 724 416 RCS BOBIGNY
SIRET : 524 724 416 70006

GREFFE

13 JUL. 2017

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOBIGNY (Seine-St-Denis)

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 18 DECEMBRE 2016

Enregistré à : SIE DE MONTREUIL EST
Le 30/12/2015 Bordereau n°2015/741 Case n°16
Frais d'enregistrement : 500 €
Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent administratif des finances publiques

Ex 3849

Emmanuelle RICK
Agent administratif des finances publiques

L'An Deux Mil Quinze,

Le Dix-Huit Décembre, à Dix Neuf Heures,

Les associés de la société "AB GROUP HOLDING", Société à Responsabilité Limitée au capital de 730.000 Euros divisé en 73.000 parts, dont le siège est à Romainville (Seine-Saint-Denis) – 42 avenue de Verdun,

Se sont réunis, au siège social, sur la convocation qui leur a été faite par la gérance.

La séance est ouverte, avec l'accord de Monsieur William Bion, co-gérant, sous la présidence de Monsieur Christophe Afonso, gérant associé, qui déclare posséder personnellement Trente et Un Mille Cinq Cents parts, ci.....

31.500

Les membres de l'Assemblée ont élargé une feuille de présence en entrant en séance.

Le Président constate qu'est également présent à la réunion :

- Monsieur William Bion, propriétaire de Trente et Un Mille Cinq Cents parts, ci.....

31.500

TOTAL DES PARTS PRESENTES.....

73.000

Le Président constate, en conséquence, que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à l'unanimité requise des associés.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

ORDRE DU JOUR

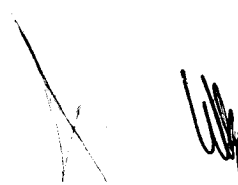
- Rapport de la gérance.
- Rapport du Commissaire aux apports sur les apports en nature de titres sociaux
- Augmentation du capital social de 135.480 Euros, par apport en nature par Monsieur Christophe Afonso, de 500 parts sociales de la société "AB INVEST" et de 500 parts sociales de la société "AB REALTY".
- Augmentation du capital social de 135.480 Euros, par apport en nature par Monsieur William Bion, de 500 parts sociales de la société "AB INVEST" et de 500 parts sociales de la société "AB REALTY".
- Approbation des contrats d'apports.
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts, sous réserve de l'augmentation de capital.
- Suppression des articles 31 et 32 des statuts des statuts devenus inutiles.
- Formalités, publicités, pouvoirs.
- Questions diverses.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée pour lui être soumis :

- La feuille de présence.
- Un exemplaire des statuts de la société.
- Le rapport de la gérance sur les opérations d'apports.
- Le contrat d'apport en nature de parts sociales des sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY" en date du 30 Novembre 2015, à titre d'augmentation de capital, passé entre Monsieur Christophe Afonso d'une part, et la société d'autre part.
- Le contrat d'apport en nature de parts sociales des sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY" en date du 30 Novembre 2015, à titre d'augmentation de capital, passé entre Monsieur William Bion d'une part, et la société d'autre part.
- Le rapport de Monsieur Thierry Conessa, Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des associés, sur la valeur des apports en nature.
- Le texte des résolutions qui seront proposées au vote de l'Assemblée et celui du projet des nouveaux statuts.

Puis, il rappelle que le rapport de la gérance et celui du Commissaire aux apports, le texte des résolutions proposées ont été communiqués aux associés au moins 15 jours avant la date de l'Assemblée, et tenus pendant ce même délai à leur disposition au siège social, où ils ont pu en prendre connaissance ou copie.

Sur sa demande, l'Assemblée lui en donne acte.

Two handwritten signatures in black ink, one on the left and one on the right, appearing to be initials or names.

Cette lecture terminée, il ouvre la discussion. Après différents échanges de vues, il met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance ainsi que du contrat d'apport établi par acte sous seing privé en date du 30 Novembre 2015, aux termes duquel Monsieur Christophe Afonso fait apport, à effet de ce jour, à la société "AB GROUP HOLDING",

- des Cinq Cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000, lui appartenant au capital de la Société Civile "AB INVEST", dont le siège social est situé à Paris (8^{ème}) – 128 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 520 435 447 R.C.S. Paris – SIRET : 520 435 447 00013, sur un total de 1.000 parts sociales le composant,
- des Cinq Cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500, lui appartenant au capital de la Société Civile "AB REALTY", dont le siège social est à Romainville (Seine-Saint-Denis) – 42 avenue de Verdun, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 812 087 450 R.C.S. Paris – SIRET : 812 087 450 00019, sur un total de 1.000 parts sociales le composant,

approuve ce traité d'apport et accepte l'apport ainsi fait à la société "AB GROUP HOLDING", sous réserve de son évaluation par la résolution à suivre.

Ces apports, d'une valeur globale arrondie de 555.468 Euros, se décomposent comme suit :

- 1.109,936 Euros par part sociale de la Société Civile "AB INVEST", et globale de 554.968 Euros, est fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire,
- 500 Euros par part sociale de la Société Civile "AB INVEST", et globale de 500 Euros, est fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire.

Le Président rappelle qu'en sa qualité d'apporteur, il ne peut pas prendre part au vote sur cette résolution.

Cette résolution est adoptée par l'associé présent ayant droit de vote.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport établi par Monsieur Thierry Conessa, Commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés, approuve l'évaluation qui a été faite de l'apport effectué par Monsieur Christophe Afonso.

Le Président rappelle qu'en sa qualité d'apporteur, il ne peut pas prendre part au vote sur cette résolution.

Cette résolution est adoptée par l'associé présent ayant droit de vote.

11

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance ainsi que du contrat d'apport établi par acte sous seing privé en date du 30 Novembre 2015, aux termes duquel Monsieur William Bion fait apport, à effet de ce jour, à la société "AB GROUP HOLDING",

- des Cinq Cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500, lui appartenant au capital de la Société Civile "AB INVEST", dont le siège social est situé à Paris (8^{ème}) – 128 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 520 435 447 R.C.S. Paris – SIRET : 520 435 447 00013, sur un total de 1.000 parts sociales le composant,
- des Cinq Cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000, lui appartenant au capital de la Société Civile "AB REALTY", dont le siège social est à Romainville (Seine-Saint-Denis) – 42 avenue de Verdun, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 812 087 450 R.C.S Bobigny – SIRET : 812 087 450 00019, sur un total de 1.000 parts sociales le composant,

approuve ce traité d'apport et accepte l'apport ainsi fait à la société "AB GROUP HOLDING", sous réserve de son évaluation par la résolution à suivre.

Ces apports, d'une valeur globale arrondie de 555.468 Euros, se décomposent comme suit :

- 1.109,936 Euros par part sociale de la Société Civile "AB INVEST", et globale de 554.968 Euros, est fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire,
- 500 Euros par part sociale de la Société Civile "AB INVEST", et globale de 500 Euros, est fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire.

Le Président rappelle que Monsieur William Bion, en sa qualité d'apporteur, ne peut pas prendre part au vote sur cette résolution.

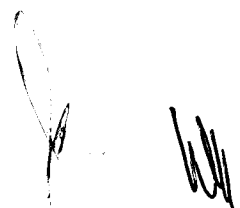
Cette résolution est adoptée par l'associé présent ayant droit de vote.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport établi par Monsieur Thierry Conessa, Commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés, approuve l'évaluation qui a été faite de l'apport effectué par Monsieur William Bion.

Le Président rappelle que Monsieur William Bion, en sa qualité d'apporteur, ne peut pas prendre part au vote sur cette résolution.

Cette résolution est adoptée par l'associé présent ayant droit de vote.

Two handwritten signatures in black ink, one on the left and one on the right, appearing to be the signatures of the President and the sole shareholder respectively.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, pour rémunérer les apports ayant fait l'objet des première et deuxième résolutions, d'augmenter le capital social de Cent Trente-Cinq Mille Quatre Cent Quatre-Vingt (135.480) Euros pour le porter de Sept Cent Trente Mille (730.000) Euros à Huit Cent Soixante-Cinq Mille Quatre Cent Quatre-Vingt (865.480) Euros, par la création de Treize Mille Cinq Cent Quarante-Huit (13.548) parts sociales nouvelles de Dix (10) Euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, intégralement attribuées, à Monsieur Christophe Afonso en rémunération de ses apports, à concurrence de Treize Mille Cinq Cent Quarante-Huit (13.548) parts sociales, émises au prix unitaire de Quarante-et-Un (41) Euros, soit une prime d'apport unitaire de Trente-et-Un (31) Euros, et globale de Quatre Cent Dix-Neuf Mille Neuf Cent Quatre-Vingt-Huit (419.988) Euros.

Les parts sociales nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts sociales anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation de l'augmentation du capital, étant précisé que leurs droits aux dividendes s'exerceront sur les distributions de bénéfices qui pourront être décidées au titre de l'exercice en cours, sans réduction en fonction du temps écoulé entre le début de l'exercice en cours et la date de réalisation.

Le Président rappelle qu'en sa qualité d'apporteur, il ne peut pas prendre part au vote sur cette résolution.

Cette résolution est adoptée par l'associé présent ayant droit de vote.

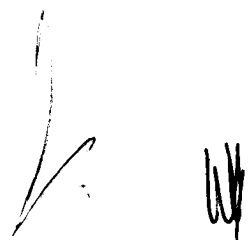
SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, pour rémunérer les apports ayant fait l'objet des première et deuxième résolutions, d'augmenter le capital social de Cent Trente-Cinq Mille Quatre Cent Quatre-Vingt (135.480) Euros pour le porter de Sept Cent Trente Mille (730.000) Euros à Huit Cent Soixante-Cinq Mille Quatre Cent Quatre-Vingt (865.480) Euros, par la création de Treize Mille Cinq Cent Quarante-Huit (13.548) parts sociales nouvelles de Dix (10) Euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, intégralement attribuées, à Monsieur Christophe Afonso en rémunération de ses apports, à concurrence de Treize Mille Cinq Cent Quarante-Huit (13.548) parts sociales, émises au prix unitaire de Quarante-et-Un (41) Euros, soit une prime d'apport unitaire de Trente-et-Un (31) Euros, et globale de Quatre Cent Dix-Neuf Mille Neuf Cent Quatre-Vingt-Huit (419.988) Euros.

Les parts sociales nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts sociales anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation de l'augmentation du capital, étant précisé que leurs droits aux dividendes s'exerceront sur les distributions de bénéfices qui pourront être décidées au titre de l'exercice en cours, sans réduction en fonction du temps écoulé entre le début de l'exercice en cours et la date de réalisation.

Le Président rappelle que Monsieur William Bion, en sa qualité d'apporteur, ne peut pas prendre part au vote sur cette résolution.

Cette résolution est adoptée par l'associé présent ayant droit de vote.

Two handwritten signatures are visible at the bottom right of the page. The first signature is a stylized, elongated mark, and the second is a more compact, scribbled mark.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que, par suite de l'approbation des apports en nature ci-dessus par Messieurs Christophe Afonso et William Bion, l'augmentation du capital social à Un Million Neuf Cent Soixante (1.000.960) Euros se trouve définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

Sous réserve de la réalisation définitive de cette augmentation du capital, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts corrélativement aux opérations qui précèdent.

Il est ajouté à la fin de l'article 6 – APPORTS - FORMATION DU CAPITAL les dispositions suivantes :

"Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 Décembre 2015, il a été fait les apports en nature suivants :

* 1.000 parts de la société civile "AB INVEST", ayant son siège social à Paris (8^{ème}) – 128 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 520 435 447 R.C.S. Paris, d'une valeur globale de 554.468 Euros

* 1.000 parts de la société civile "AB REALTY", ayant son siège social à Romainville (Seine-Saint-Denis) – 42 avenue de Verdun, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 812 087 450 R.C.S Bobigny, d'une valeur globale de 1.000 Euros

Soit un apport global de 1.110.936 Euros rémunéré par la création de 27.096 parts sociales nouvelles émises au prix unitaire de Quarante-et-Un (41) Euros, comprenant une prime d'apport de Trente-et-Un (31) Euros.

TOTAL 1.000.960 €"

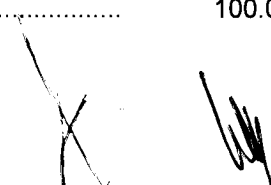
L'article 7 – CAPITAL SOCIAL est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le capital social est fixé à la somme d'Un Million Neuf Cent Soixante (1.000.960) Euros. Il est divisé en Cent Mille Quatre-Vingt-Seize (100.096) parts sociales de Dix (10) Euros de valeur nominale chacune, intégralement libérées, numérotées de 1 à 100.096, et attribuées aux associés en proportion de de leurs apports respectifs et de l'augmentation du capital, savoir :

- à Monsieur William Bion, à concurrence de Cinquante Mille Quarante Huit parts sociales, portant les numéros
1 à 36.500 et 86.548 à 100.096 50.048

- à Monsieur Christophe Afonso, à concurrence de Cinquante Mille Quarante Huit parts sociales, portant les numéros
36.501 à 86.547 50.048

Total égal au nombre de parts composant
le capital social : Cent Mille Quatre-Vingt-Seize 100.096



Toutes les parts représentant le capital social appartiennent aux associés susvisés, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs, et à l'augmentation de capital, et sont toutes entièrement libérées."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de supprimer les articles 31 et 32 des statuts devenus inutiles.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide en conséquence d'approuver purement et simplement le texte es nouveaux statuts ainsi remaniés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs et autorisations nécessaires au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités de publicité légale et de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal par les gérants.

LES ASSOCIES PRESENTS

Christophe Afonso

William Bion



- THIERRY CONESSA -
COMMISSAIRE AUX COMPTES



GREFFE

13 JUIL. 2017

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOBIGNY (Seine-St-Denis)

18365

Apports de titres
des sociétés
AB INVEST et AB REALTY
à la société
AB GROUP HOLDING
par des personnes physiques

--

Rapport du commissaire aux apports

14 rue Vercingétorix
95600 EAUBONNE

Membre de la compagnie des commissaires aux comptes de Versailles

Messieurs les Associés,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décisions unanimes des Associés en date du 30 novembre 2015 dans le cadre de l'opération d'apport de parts sociales des sociétés AB INVEST et AB REALTY par des personnes physiques au profit de la société AB GROUP HOLDING, j'ai établi le présent rapport prévu à l'article L. 223-33 du Code de Commerce.

La valeur d'apport a été arrêtée dans les projets de traités d'apport de titres signés par les apporteurs et le représentant de l'entité concernée le 30 novembre 2015.

Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission ; cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

A aucun moment, je ne me suis trouvé dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur cette opération, selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports,
2. Diligences et appréciation de la valeur des apports,
3. Conclusion.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. MOTIFS ET BUT DE L'OPERATION

L'apport s'inscrit dans le cadre du renforcement d'une holding regroupant les activités présentes et futures de prises de participations de sociétés possédant des ensembles immobiliers et le renforcement des fonds propres.

1.2. SOCIETES CONCERNEES

AB GROUP HOLDING, société bénéficiaire

La société AB GROUP HOLDING est une Société à Responsabilité Limitée. Son siège social est situé 42 avenue de Verdun 93230 ROMAINVILLE, inscrit au R.C.S de BOBIGNY sous le n° 524 724 416. Son capital est de 730 000 €uros divisé en 73 000 actions de 10 €uro de nominal chacune.

Elle a pour objet la prise de participations dans toutes entreprises commerciales, les conseils, la gestion, le financement de toutes entreprises.

AB INVEST, société dont les titres sont apportés

La société AB INVEST est une Société Civile Immobilière. Son siège social est situé 128 rue de la Boétie 75008 PARIS. Elle est immatriculée au R.C.S de PARIS sous le numéro 520 435 447. Son capital est fixé à la somme de 1 000 €uros et divisé en 1 000 parts de 1 €uro de nominal chacune.

Elle a pour objet l'acquisition et la gestion de tous biens immobiliers.

AB REALTY, société dont les titres sont apportés

La société AB REALTY est une Société Civile Immobilière. Son siège social est situé 42 avenue de Verdun 93230 ROMAINVILLE. Elle est immatriculée au R.C.S de BOBIGNY sous le numéro 812 087 450. Son capital est fixé à la somme de 1 000 €uros et divisé en 1 000 parts de 1 €uro de nominal chacune.

Elle a pour objet l'acquisition et la gestion de tous biens immobiliers.

Lien entre les sociétés

La société AB GROUP HOLDING n'est pas associée de la société AB INVEST et de la société AB REALTY.

Apporteurs, personnes physiques apportant les titres

L'apport des parts sociales des sociétés AB INVEST et AB REALTY est réalisé par des personnes physiques



1.3. DESCRIPTION, EVALUATION ET REMUNERATION DES APPORTS

L'apport est constitué au total de 1 000 parts sociales de la société AB INVEST et de 1 000 parts sociales de la société AB REALTY. La propriété des parts sociales apportées et leur libre disposition par ce dernier résultent des statuts de cette dernière.

Les apports des parts sociales sont évalués à la somme globale de 1 110 936,00 Euros. Les apports des parts sociales sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à l'apporteurs de 27 096 parts à créer par la société bénéficiaire.

Les parts sociales créées, porteront jouissance à compter du jour de la réalisation définitive des apports; de sorte qu'elles ouvriront droit pour la première fois au dividende qui sera réparti au titre dudit exercice.

1.4. Charges et conditions de l'opération

Sur le plan juridique, l'opération est soumise au régime de droit commun des apports en nature.

Le régime d'imposition pour les apporteurs personnes physiques des plus-values privées résultant de l'échange de titres est placé sous le régime du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés, tel que prévu aux articles 150-UB II du Code général des impôts.

Par décisions des Associés de la Société en date du 30 novembre 2015, le présent apport au profit de la société bénéficiaire a été agréé à l'unanimité des Associés.

Les apports sont soumis aux conditions suspensives suivantes :

- Etablissement d'un rapport du commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport,
- Approbation de l'apport par l'Assemblée Générale de la société bénéficiaire, statuant en conformité des prescriptions légales sur le rapport du commissaire aux apports,
- Réalisation définitive de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire correspondant à la rémunération dudit apport.



2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. DILIGENCES ACCOMPLIES

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires, selon la doctrine de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, applicable à ce type de mission.

Ma mission a pour objet d'éclairer les associés de la société bénéficiaire sur la valeur retenue pour l'apport.

En particulier :

- J'ai pris connaissance du contexte et des objectifs de l'opération, et consulté les documents juridiques y afférents ;
- Je me suis entretenu avec la direction de la AB GROUP HOLDING et ses conseils des aspects financiers et juridiques de l'opération ;
- J'ai obtenu copie des statuts justifiant la propriété des titres apportés ;
- J'ai procédé à un examen des modalités d'évaluation.

Je rappelle à ce stade, que ma mission, prévue par la loi, ne relève ni d'une mission d'audit ni d'une mission d'examen limité ; elle n'a donc pour objectif ni de me permettre de formuler une opinion sur les comptes, ni de procéder à des opérations spécifiques concernant le respect du droit des sociétés. Elle ne saurait, par conséquent, être assimilée à une mission de « *due diligence* » pour le compte d'un prêteur ou un acquéreur et ne comprend du reste pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Ma mission n'a pas pour objet de me prononcer sur la rémunération des apports.

2.2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.2.1. Méthode d'évaluation

L'apport est effectué en valeur réelle. En effet l'apport étant consenti à une société sous contrôle de personnes physiques est considéré comme réalisée entre entités distinctes, la transcription de l'apport doit être opérée d'après la valeur vénale (lettre CNC à la CNCC du 9 novembre 2005). Cette méthode n'appelle pas de remarque de ma part.

La valeur d'apport résulte de méthodes de valorisation patrimoniale de la société.

2.2.2. Valeur des titres apportés

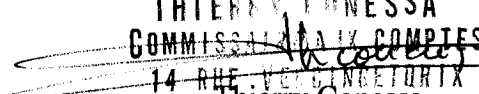
La valeur de l'apport issue des méthodes précitées représente une valeur utilisée, selon moi, à juste titre comme valeur des titres apportés. J'ai vérifié les résultats obtenus par la mise en œuvre de ces méthodes qui encadrent la valeur retenue.

3. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux, je suis d'avis que la valeur des apports s'élevant à 1 110 936 Euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, est au moins égale au montant des titres à créer par la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à EAUBONNE, le 3 décembre 2015.

Le commissaire aux apports,


THIERRY GNESSA
COMMISSAIRE AUX COMPTES
14 RUE VICTOR HUGO
95500 EAUBONNE
Commissaire aux Comptes,
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

CONTRAT D'APPORT
PAR MONSIEUR CHRISTOPHE AFONSO
A LA SOCIETE "AB GROUP HOLDING"

ENTRE :

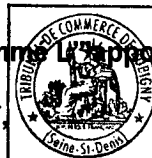
- Monsieur **Christophe AFONSO**, demeurant à LA VARENNE SAINT HILAIRE (94210) – 6 avenue Sébastopol,

De nationalité française, né le 16 Octobre 1981 à AUBERVILLIERS (Seine-Saint-Denis),

Célibataire,

Ci-après nommé "L'apporteur",

D'UNE PART,



GREFFE

13 JUL. 2017

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOBIGNY (Seine-St-Denis)

ET :

- La société "**AB GROUP HOLDING**", Société à Responsabilité Limitée au capital de 730.000 Euros, dont le siège Social est situé au 42 avenue de Verdun 93230 ROMAINVILLE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 524 724 416 RCS BOBIGNY - SIRET : 524 724 416 00036

Représentée par Monsieur Christophe Afonso, l'un de ses gérants,

Dûment habilité en cette qualité,

Ci-après nommée "La société Bénéficiaire",

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

I. DESIGNATION DES APPORTS

Monsieur Christophe Afonso s'engage irrévocablement à apporter à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et en pleine propriété, Cinq Cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale d'Un (1) Euro chacune, portant les numéros 501 à 1.000, sur un total de 1.000 composant le capital de la société "AB INVEST", société civile au capital de 1.000 Euros, dont le siège social est à Paris (8^{ème}) – 128 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 520 435 447 R.C.S. Paris – SIRET : 520 435 447 00013.

Cette société a pour objet :

- l'acquisition, la gestion, l'administration, la construction, la location de tous biens immobiliers de quelque nature que ce soit ainsi que de tous droits immobiliers dont la société sera propriétaire.
- l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions et la constitution des garanties y relatives et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Cet apport serait fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire.

Monsieur Christophe Afonso s'engage également irrévocablement à apporter à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et en pleine propriété, Cinq Cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale d'Un (1) Euro chacune, portant les numéros 1 à 500, sur un total de 1.000 composant le capital de la société "AB REALTY", société civile au capital de 1.000 Euros, dont le siège social est à Romainville (Seine-Saint-Denis) – 42 avenue de Verdun, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 812 087 450 R.C.S. Paris – SIRET : 812 087 450 00019.

Cette société a pour objet directement ou indirectement :

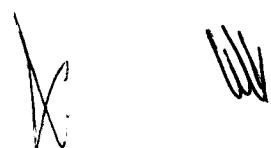
- l'acquisition par tous moyens de tous biens immobiliers,
- l'administration et la gestion par voie de location ou autrement de biens dont elle viendrait à être propriétaire,
- l'entretien et, éventuellement, l'aménagement de ces biens, et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, à la condition que ces opérations ne modifient pas le caractère essentiellement civil de la société.

Cet apport serait fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire.

II. DATE D'EFFET DES APPORTS-PROPRIETE-JOUISSANCE

L'apport sera effectué à effet du jour de l'Assemblée Générale de la société "AB GROUP HOLDING" qui statuera sur cet apport.

La société bénéficiaire aura, à compter de cette date, la propriété et la jouissance des parts sociales qui lui seront apportées et elle se trouvera substituée purement et simplement à l'apporteur pour tout ce qui concerne leur détention et leur administration.

Two handwritten signatures in black ink, one on the left and one on the right, appearing to be initials or names.

Elle percevra notamment à ce titre les dividendes attachés auxdites parts sociales qui pourront être distribués à compter du jour de l'entrée en jouissance, même s'ils se rattachent à un exercice social antérieur ou à l'exercice social en cours.

A cet égard, l'apporteur déclare que les résultats des sociétés dont les titres seront apportés n'ont pas été déficitaires depuis le 1^{er} Janvier 2015 jusqu'à ce jour.

III. VALEUR DES APPORTS

La société "AB INVEST" étant propriétaire des ensembles immobiliers suivants :

- 72 avenue de Verdun 93230 Romainville
- 42 avenue de Verdun 93230 Romainville
- 3 avenue de la Muette 93700 Drancy
- 22 Boulevard de la Liberté 93260 Les Lilas

à usage commercial et d'habitation, et ces derniers ayant été donné à bail au travers des baux commerciaux et d'habitation, la méthode d'évaluation retenue a été d'ajouter au montant des capitaux propres ressortant des comptes annuels de l'exercice social clos le 31 Décembre 2014, la plus-value potentielle pouvant être dégagée sur l'ensemble immobilier qu'elle possède, nette de l'impôt sur les sociétés auquel elle serait assujettie en cas de cession.

La société "AB INVEST" a ainsi été estimée à 1.110.000 Euros et, son capital étant composé de 1.000 parts, chacune des parts apportées a été estimée à 1/1.000ème de la valeur de la société.

Chaque part sociale de la société "AB INVEST" apportée par Monsieur Christophe Afonso est estimée à 1.109.936 Euros soit, pour la totalité des Cinq Cents (500) parts apportées, la valeur globale de Cinq Cent Cinquante Quatre Mille Neuf Cent Soixante-Huit (554.968) Euros.

La société "AB REALTY", ayant été constituée le 1^{er} Juin 2015 et n'étant à ce jour propriétaire d'aucun bien immobilier, les 1.000 parts sociales composant le capital social de cette dernière sont évaluées à leur valeur globale de 1.000 Euros, égale au montant du capital social, soit une valeur unitaire de 1 Euro égale à la valeur nominale.

Chaque part sociale de la société "AB REALTY" apportée par Monsieur Christophe Afonso est estimée à 1 Euro soit, pour la totalité des Cinq Cents (500) parts apportées, la valeur globale de Cinq Cents (500) Euros.

Ceci représente donc un apport total de Cinq Cent Cinquante Cinq Mille Quatre Cent Soixante Huit (555.468) Euros.

IV. ORIGINE DE PROPRIETE

Les Cinq Cents (500) parts sociales susvisées de la société "AB INVEST", numérotées de 501 à 1.000, apportées par Monsieur Christophe Afonso lui appartiennent pour avoir été souscrites à la constitution de la société, le 15 Février 2010.

Les Cinq Cents (500) parts sociales susvisées de la société "AB REALTY", numérotées de 1 à 500, apportées par Monsieur Christophe Afonso lui appartiennent pour avoir été souscrites à la constitution de la société, le 1^{er} Juin 2015.



V. CHARGES ET CONDITIONS DES APPORTS

1/ Les apports ci-dessus effectués, nets de tout passif, sont faits sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, l'apporteur s'obligeant à la délivrance des titres apportés conformément aux spécifications des présentes et en application des articles 1602 et suivants du Code Civil.

Monsieur Christophe Afonso a fait autoriser, par l'Assemblée Générale des associés de la Société Civile "AB INVEST", conformément aux dispositions des articles 1861 alinéa 1^{er} du Code Civil et 16 des statuts, l'apport de titres en pleine propriété de cette société, objet des présentes.

Il a également fait autoriser, par l'Assemblée Générale des associés de la Société Civile "AB REALTY", conformément aux dispositions des articles 1861 alinéa 1^{er} du Code Civil et 12 des statuts, l'apport de titres en pleine propriété de cette société, objet des présentes.

L'apporteur déclare en outre n'avoir jamais conféré aucun gage ou nantissement, au profit de quiconque, sur les parts sociales apportées.

2/ D'une manière générale, l'apporteur s'interdit tous agissements susceptibles de troubler la société bénéficiaire dans la jouissance paisible des parts sociales apportées, en application des dispositions de l'article 1625 du Code Civil.

La violation de cette interdiction pourrait donner lieu à tous dommages et intérêts au profit de la société bénéficiaire ou de ses ayants-cause, et ce sans préjudice du droit qu'ils auraient de faire cesser toute contravention ou de faire fermer l'établissement exploité au mépris de la présente clause.

3/ La société bénéficiaire prendra les titres apportés, sans pouvoir exercer contre l'apporteur aucun recours pour quelque cause que ce soit, et notamment si les résultats bénéficiaires des sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY" dont les titres sont apportés diminuaient ou si l'une ou l'autre dégageait des résultats déficitaires.

4/ Elle acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous impôts et taxes, de quelque nature qu'ils soient, et généralement toutes les charges ordinaires et extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les titres apportés.

5/ Elle acquittera tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, ainsi que des formalités consécutives.

6/ Elle se conformera aux lois et décrets en vigueur, et aux dispositions statutaires des sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY", pour l'exercice de ses droits d'associé au sein de ces sociétés.

VI. FORMALITES

La société bénéficiaire notifiera aux sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY", pour le lui rendre opposable, l'apport des parts sociales de ces sociétés objet des présentes, conformément aux dispositions de l'article L.221-14 alinéa 1 du Code de Commerce.

Two handwritten signatures in black ink are located at the bottom right of the page. The first signature is a stylized 'K' or 'C' shape, and the second is a more complex, scribbled signature.

Elle déposera en outre, conformément aux dispositions des articles L 221-14 alinéa 2 et R.221-9 du Code de Commerce, en deux originaux, au Greffe du Tribunal de Commerce dont dépend la société bénéficiaire, le présent contrat d'apport et le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire portant augmentation du capital social de la société "AB GROUP HOLDING" par l'effet de ces apports en nature.

VII. DECLARATIONS D'ETAT CIVIL

L'apporteur déclare :

- qu'il est de nationalité française, né comme indiqué en tête des présentes, sans domicile ni résidence à l'étranger,
- qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements ou faillite, ni fait l'objet d'une procédure de règlement amiable, de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou liquidation judiciaires, qu'il n'est pas pourvu d'un Conseil Judiciaire ou en état d'interdiction, et qu'il ne fait l'objet d'aucune des mesures de protection des incapables majeurs,
- qu'il n'est frappé d'aucune mesure pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de ses biens.

VIII. DECLARATIONS FISCALES

Sur les plus-values

L'apporteur bénéficiera, pour l'apport de titres sociaux objet des présentes, du sursis d'imposition des plus-values dégagées à cette occasion, prévu par l'article 150-UB II du Code Général des Impôts.

Ces dispositions prévoient en effet que la plus-value dégagée lors de l'échange de titres à l'occasion d'un apport à une société soumise à l'impôt sur les sociétés bénéficie d'un sursis d'imposition automatique jusqu'au moment où s'opèrera la cession, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres reçus lors de l'échange.

Sur les droits d'enregistrement

Portant sur des droits sociaux, et réalisés à titre pur et simple au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés, l'apport objet des présentes est soumis à un droit fixe.

IX VALORISATION DES ACTIONS A CREER - DETERMINATION DE LA PRIME D'APPORT

Le prix d'émission des parts nouvelles à créer au titre de l'augmentation de capital a été déterminé en considération de la valeur de la société bénéficiaire à la date d'effet de l'apport, estimée de la manière suivante :

Il a été procédé à une moyenne, non pondérée, entre :



- une valeur déterminée à partir de ses fonds propres, et de ceux des sociétés dans lesquelles elle détient une participation, à la clôture de l'exercice écoulé, en substituant à la valeur d'inscription de ces titres de participation à l'actif de la société "AB GROUP HOLDING" la quote-part des capitaux propres des sociétés émettrices de ces titres correspondant au pourcentage de détention par la société "AB GROUP HOLDING" des titres composant le capital desdites sociétés,

et

- une valeur déterminée à partir de sa rentabilité et de celle des sociétés dans lesquelles elle détient une participation.

Dans cette évaluation, les capitaux propres de ces sociétés ont été retenus à hauteur du pourcentage de détention de leur capital par la société "AB GROUP HOLDING".

Enfin, le résultat tiré de l'exploitation par la société "AB GROUP HOLDING" de son propre fonds de commerce a été jugé égal à son résultat d'exploitation.

Cette méthode d'évaluation aboutit à estimer les parts de la société "AB GROUP HOLDING" à 2.993.000 Euros.

Le capital de cette société étant composé de 73.000 parts sociales, sur ces bases, chaque action est estimée à 41 Euros.

Il convient donc de ce fait de créer, au titre de l'augmentation du capital résultant du présent apport :

$555.468 / 41 = 13.548$ actions nouvelles attribuées à Monsieur William Bion,

ce qui représentera une augmentation de capital de :

$$13.548 \times 10 \text{ €} = 135.480 \text{ €}$$

(chaque action de la société "AB GROUP HOLDING" ayant une valeur nominale de 10 €)

assortie d'une prime d'apport globale de :

$$555.468 \text{ €} - 135.480 \text{ €} = 419.988 \text{ Euros.}$$

X. MODALITES DE REALISATION DES APPORTS – CONDITION SUSPENSIVE – REALISATION

L'opération serait effectuée par voie d'augmentation du capital de la société bénéficiaire, réalisée par apport au dit capital par l'apporteur des titres susvisés des sociétés "AB INVEST" et "REALTY", nets de tout passif.

La réalisation de cette opération est subordonnée à l'accord des associés de la société bénéficiaire réunis en Assemblée Générale qui devra statuer, sur le rapport d'un Commissaire aux Apports, sur la valeur des dits apports.

A défaut d'approbation avant le 31 Décembre 2015, elle sera considérée comme non avenue sans indemnité de part ni d'autre.

Le capital de la société bénéficiaire serait porté de 730.000 € à 865.480 € par incorporation audit capital de la valeur des apports, soit 135.480 Euros, sans déduction d'une quelconque prime d'apport.

En rémunération de ces apports, l'apporteur se verrait donc attribué 13.548 parts sociales de 10 Euros de valeur nominale chacune, créées lors de l'augmentation de capital, entièrement libérées.



L'émission de chaque nouvelle action se fera au prix de 10 Euros, soit sans prime d'apport unitaire, en raison des éléments ci-dessus indiqués.

Les nouvelles parts sociales seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes, et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital, c'est-à-dire de la date de l'Assemblée Générale approuvant l'opération.

XI. FRAIS – ELECTION DE DOMICILE

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par la société bénéficiaire.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- L'apporteur, en sa demeure sus indiquée
- La société bénéficiaire, en son siège sus-indiqué

FAIT à Romainville en Cinq exemplaires originaux

Le

18 décembre 2015

Christophe Afonso



Pour la société AB GROUP HOLDING,
William Bion



Emmanuelle RICK
Agent des finances publiques

Enregistré à : SIE DE MONTREUIL EST
Le 30/12/2015 Bordereau n°2015/741 Case n°12
L'inscription : 125 €
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agent administratif des finances publiques

EXI 3843





GREFFE

13 JUL. 2017

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOBIGNY (Seine-St-Denis)

18365

CONTRAT D'APPORT

PAR MONSIEUR WILLIAM BION

A LA SOCIETE "AB GROUP HOLDING"

ENTRE :

- Monsieur **William BION**, demeurant à LA VARENNE SAINT HILAIRE (94210) – 44 rue Parmentier,
De nationalité française, né le 23 Avril 1976 à ASNIERES (Hauts-de-Seine),
Ayant conclu un pacte civil de solidarité le 23 Avril 2014],

Ci-après nommé L'"apporteur",

D'UNE PART,

ET :

- La société **"AB GROUP HOLDING"**, Société à Responsabilité Limitée au capital de 730.000 Euros,
dont le siège Social est situé au 42 avenue de Verdun 93230 ROMAINVILLE, immatriculée au
Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 524 724 416 RCS BOBIGNY - SIRET : 524
724 416 00036

Représentée par Monsieur William Bion, l'un de ses gérants,

Dûment habilité en cette qualité,

Ci-après nommée "La société Bénéficiaire",

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

A

W

I. DESIGNATION DES APPORTS

Monsieur William Bion s'engage irrévocablement à apporter à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et en pleine propriété, Cinq Cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale d'Un (1) Euro chacune, portant les numéros 1 à 500, sur un total de 1.000 composant le capital de la société "AB INVEST", société civile au capital de 1.000 Euros, dont le siège social est à Paris (8^{ème}) – 128 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 520 435 447 R.C.S. Paris – SIRET : 520 435 447 00013.

Cette société a pour objet :

- l'acquisition, la gestion, l'administration, la construction, la location de tous biens immobiliers de quelque nature que ce soit ainsi que de tous droits immobiliers dont la société sera propriétaire.
- l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions et la constitution des garanties y relatives et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Cet apport serait fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire.

Monsieur William Bion s'engage également irrévocablement à apporter à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et en pleine propriété, Cinq Cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale d'Un (1) Euro chacune, portant les numéros 501 à 1.000, sur un total de 1.000 composant le capital de la société "AB REALTY", société civile au capital de 1.000 Euros, dont le siège social est à Romainville (Seine-Saint-Denis) – 42 avenue de Verdun, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 812 087 450 R.C.S. Paris – SIRET : 812 087 450 00019.

Cette société a pour objet directement ou indirectement :

- l'acquisition par tous moyens de tous biens immobiliers,
- l'administration et la gestion par voie de location ou autrement de biens dont elle viendrait à être propriétaire,
- l'entretien et, éventuellement, l'aménagement de ces biens, et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, à la condition que ces opérations ne modifient pas le caractère essentiellement civil de la société.

Cet apport serait fait net de tout passif à la charge de la société bénéficiaire.

II. DATE D'EFFET DES APPORTS-PROPRIETE-JOUISSANCE

L'apport sera effectué à effet du jour de l'Assemblée Générale de la société "AB GROUP HOLDING" qui statuera sur cet apport.

La société bénéficiaire aura, à compter de cette date, la propriété et la jouissance des parts sociales qui lui seront apportées et elle se trouvera substituée purement et simplement à l'apporteur pour tout ce qui concerne leur détention et leur administration.

Elle percevra notamment à ce titre les dividendes attachés auxdites parts sociales qui pourront être distribués à compter du jour de l'entrée en jouissance, même s'ils se rattachent à un exercice social antérieur ou à l'exercice social en cours.



A cet égard, l'apporteur déclare que les résultats des sociétés dont les titres seront apportés n'ont pas été déficitaires depuis le 1^{er} Janvier 2015 jusqu'à ce jour.

III. VALEUR DES APPORTS

La société "AB INVEST" étant propriétaire des ensembles immobiliers suivants :

- 72 avenue de Verdun 93230 Romainville
- 42 avenue de Verdun 93230 Romainville
- 3 avenue de la Muette 93700 Drancy
- 22 Boulevard de la Liberté 93260 Les Lilas

à usage commercial et d'habitation, et ces derniers ayant été donné à bail au travers des baux commerciaux et d'habitation, la méthode d'évaluation retenue a été d'ajouter au montant des capitaux propres ressortant des comptes annuels de l'exercice social clos le 31 Décembre 2014, la plus-value potentielle pouvant être dégagée sur l'ensemble immobilier qu'elle possède, nette de l'impôt sur les sociétés auquel elle serait assujettie en cas de cession.

La société "AB INVEST" a ainsi été estimée à 1.110.000 Euros et, son capital étant composé de 1.000 parts, chacune des parts apportées a été estimée à 1/1.000ème de la valeur de la société.

Chaque part sociale de la société "AB INVEST" apportée par Monsieur William Bion est estimée à 1.109,936 Euros soit, pour la totalité des Cinq Cents (500) parts apportées, la valeur globale de Cinq Cent Cinquante Quatre Mille Neuf Cent Soixante-Huit (554.968) Euros.

La société "AB REALTY", ayant été constituée le 1^{er} Juin 2015 et n'étant à ce jour propriétaire d'aucun bien immobilier, les 1.000 parts sociales composant le capital social de cette dernière sont évaluées à leur valeur globale de de 1.000 Euros, égale au montant du capital social, soit une valeur unitaire de 1 Euro égale à la valeur nominale.

Chaque part sociale de la société "AB REALTY" apportée par Monsieur William Bion est estimée à 1 Euro soit, pour la totalité des Cinq Cents (500) parts apportées, la valeur globale de Cinq Cents (500) Euros.

Ceci représente donc un apport total de Cinq Cent Cinquante Cinq Mille Quatre Cent Soixante Huit (555.468) Euros.

IV. ORIGINE DE PROPRIETE

Les Cinq Cents (500) parts sociales susvisées de la société "AB INVEST" apportées par Monsieur Christophe Afonso, avec l'accord de son épouse, appartiennent à Monsieur William Bion pour avoir été souscrites par Monsieur Afonso, numérotées de 1 à 500, à la constitution de la société, le 15 Février 2010.

Les Cinq Cents (500) parts sociales susvisées de la société "AB REALTY" apportées par Monsieur Christophe Afonso, avec l'accord de son épouse, appartiennent à Monsieur William Bion pour avoir été souscrites par Monsieur Afonso, numérotées de 501 à 1.000, à la constitution de la société, le 1^{er} Juin 2015.



V. CHARGES ET CONDITIONS DES APPORTS

1/ Les apports ci-dessus effectués, nets de tout passif, sont faits sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, l'apporteur s'obligeant à la délivrance des titres apportés conformément aux spécifications des présentes et en application des articles 1602 et suivants du Code Civil.

Monsieur Christophe Afonso a fait autoriser, par l'Assemblée Générale des associés de la Société Civile "AB INVEST", conformément aux dispositions des articles 1861 alinéa 1^{er} du Code Civil et 16 des statuts, l'apport de titres en pleine propriété de cette société, objet des présentes.

Il a également fait autoriser, par l'Assemblée Générale des associés de la Société Civile "AB REALTY", conformément aux dispositions des articles 1861 alinéa 1^{er} du Code Civil et 12 des statuts, l'apport de titres en pleine propriété de cette société, objet des présentes.

L'apporteur déclare en outre n'avoir jamais conféré aucun gage ou nantissement, au profit de quiconque, sur les parts sociales apportées.

2/ D'une manière générale, l'apporteur s'interdit tous agissements susceptibles de troubler la société bénéficiaire dans la jouissance paisible des parts sociales apportées, en application des dispositions de l'article 1625 du Code Civil.

La violation de cette interdiction pourrait donner lieu à tous dommages et intérêts au profit de la société bénéficiaire ou de ses ayants-cause, et ce sans préjudice du droit qu'ils auraient de faire cesser toute contravention ou de faire fermer l'établissement exploité au mépris de la présente clause.

3/ La société bénéficiaire prendra les titres apportés, sans pouvoir exercer contre l'apporteur aucun recours pour quelque cause que ce soit, et notamment si les résultats bénéficiaires des sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY" dont les titres sont apportés diminuaient ou si l'une ou l'autre dégageait des résultats déficitaires.

4/ Elle acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous impôts et taxes, de quelque nature qu'ils soient, et généralement toutes les charges ordinaires et extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les titres apportés.

5/ Elle acquittera tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, ainsi que des formalités consécutives.

6/ Elle se conformera aux lois et décrets en vigueur, et aux dispositions statutaires des sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY", pour l'exercice de ses droits d'associé au sein de ces sociétés.

VI. FORMALITES

La société bénéficiaire notifiera aux sociétés "AB INVEST" et "AB REALTY", pour le lui rendre opposable, l'apport des parts sociales de ces sociétés objet des présentes, conformément aux dispositions de l'article L.221-14 alinéa 1 du Code de Commerce.



Elle déposera en outre, conformément aux dispositions des articles L 221-14 alinéa 2 et R.221-9 du Code de Commerce, en deux originaux, au Greffe du Tribunal de Commerce dont dépend la société bénéficiaire, le présent contrat d'apport et le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire portant augmentation du capital social de la société "AB GROUP HOLDING" par l'effet de ces apports en nature.

VII. DECLARATIONS D'ETAT CIVIL

L'apporteur déclare :

- qu'il est de nationalité française, né comme indiqué en tête des présentes, sans domicile ni résidence à l'étranger,
- qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements ou faillite, ni fait l'objet d'une procédure de règlement amiable, de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou liquidation judiciaires, qu'il n'est pas pourvu d'un Conseil Judiciaire ou en état d'interdiction, et qu'il ne fait l'objet d'aucune des mesures de protection des incapables majeurs,
- qu'il n'est frappé d'aucune mesure pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de ses biens.

VIII. DECLARATIONS FISCALES

Sur les plus-values

L'apporteur bénéficiera, pour l'apport de titres sociaux objet des présentes, du sursis d'imposition des plus-values dégagées à cette occasion, prévu par l'article 150-UB II du Code Général des Impôts.

Ces dispositions prévoient en effet que la plus-value dégagée lors de l'échange de titres à l'occasion d'un apport à une société soumise à l'impôt sur les sociétés bénéficie d'un sursis d'imposition automatique jusqu'au moment où s'opérera la cession, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres reçus lors de l'échange.

Sur les droits d'enregistrement

Portant sur des droits sociaux, et réalisés à titre pur et simple au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés, l'apport objet des présentes est soumis à un droit fixe.

IX VALORISATION DES ACTIONS A CREER - DETERMINATION DE LA PRIME D'APPORT

Le prix d'émission des parts nouvelles à créer au titre de l'augmentation de capital a été déterminé en considération de la valeur de la société bénéficiaire à la date d'effet de l'apport, estimée de la manière suivante :

Il a été procédé à une moyenne, non pondérée, entre :

Two handwritten signatures in black ink, one on the left and one on the right, appearing to be initials or names.

- une valeur déterminée à partir de ses fonds propres, et de ceux des sociétés dans lesquelles elle détient une participation, à la clôture de l'exercice écoulé, en substituant à la valeur d'inscription de ces titres de participation à l'actif de la société "AB GROUP HOLDING" la quote-part des capitaux propres des sociétés émettrices de ces titres correspondant au pourcentage de détention par la société "AB GROUP HOLDING" des titres composant le capital desdites sociétés,

et

- une valeur déterminée à partir de sa rentabilité et de celle des sociétés dans lesquelles elle détient une participation.

Dans cette évaluation, les capitaux propres de ces sociétés ont été retenus à hauteur du pourcentage de détention de leur capital par la société "AB GROUP HOLDING".

Enfin, le résultat tiré de l'exploitation par la société "AB GROUP HOLDING" de son propre fonds de commerce a été jugé égal à son résultat d'exploitation.

Cette méthode d'évaluation aboutit à estimer les parts de la société "AB GROUP HOLDING" à 2.993.000 Euros.

Le capital de cette société étant composé de 73.000 parts sociales, sur ces bases, chaque action est estimée à 41 Euros.

Il convient donc de ce fait de créer, au titre de l'augmentation du capital résultant du présent apport :

$555.468 / 41 = 13.548$ actions nouvelles attribuées à Monsieur William Bion,

ce qui représentera une augmentation de capital de :

$$13.548 \times 10 \text{ €} = 135.480 \text{ €}$$

(chaque action de la société "AB GROUP HOLDING" ayant une valeur nominale de 10 €)

assortie d'une prime d'apport globale de :

$$555.468 \text{ €} - 135.480 \text{ €} = 419.988 \text{ Euros.}$$

X. MODALITES DE REALISATION DES APPORTS – CONDITION SUSPENSIVE – REALISATION

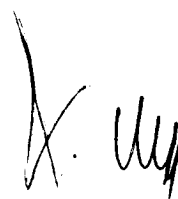
L'opération serait effectuée par voie d'augmentation du capital de la société bénéficiaire, réalisée par apport au dit capital par l'apporteur des titres susvisés des sociétés "AB INVEST" et "REALTY", nets de tout passif.

La réalisation de cette opération est subordonnée à l'accord des associés de la société bénéficiaire réunis en Assemblée Générale qui devra statuer, sur le rapport d'un Commissaire aux Apports, sur la valeur des dits apports.

A défaut d'approbation avant le 31 Décembre 2015, elle sera considérée comme non avenue sans indemnité de part ni d'autre.

Le capital de la société bénéficiaire serait porté de 730.000 € à 865.480 € par incorporation audit capital de la valeur des apports, soit 135.480 Euros, sans déduction d'une quelconque prime d'apport.

En rémunération de ces apports, l'apporteur se verrait donc attribué 13.548 parts sociales de 10 Euros de valeur nominale chacune, créées lors de l'augmentation de capital, entièrement libérées.



L'émission de chaque nouvelle action se fera au prix de 10 Euros, soit sans prime d'apport unitaire, en raison des éléments ci-dessus indiqués.

Les nouvelles parts sociales seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes, et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital, c'est-à-dire de la date de l'Assemblée Générale approuvant l'opération.

XI. FRAIS – ELECTION DE DOMICILE

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par la société bénéficiaire.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- L'apporteur, en sa demeure sus indiquée
- La société bénéficiaire, en son siège sus-indiqué

FAIT A Romainville en Cinq exemplaires originaux

Le

18 Décembre 2015

William BION



Pour la société AB GROUP HOLDING,
Christophe Afonso



Agent des finances publiques

Emmanuelle RICK

Enregistré à : SIE DE MONTREUIL EST
Le 30/12/2015 Bordereau n°2015/741 Case n°13
Paragraphe : 125 €
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agent administratif des finances publiques

Ext 3846



18361



GREFFE

13 JUL. 2017

**TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOBIGNY (Seine-St-Denis)**

AB GROUP HOLDING

Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000.960 Euros

Siège social : 42 avenue de Verdun

93230 ROMAINVILLE

524 724 416 RCS BOBIGNY

STATUTS MIS A JOUR

Certifiés Conformes
A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be a capital letter 'A' with a long horizontal stroke extending to the right.

TITRE I

FORME – OBJET - DENOMINATION DUREE - EXERCICE SOCIAL- SIEGE

Article 1 - FORME

La Société est une Société à Responsabilité Limitée. Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés, le nombre des associés ne pouvant être supérieur à cent.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, tant dans la Communauté Economique Européenne qu'à l'étranger,

- L'acquisition, la détention de la totalité ou de démembrements de tous droits sociaux, ou valeurs mobilières, de toutes participations dans tous groupements, directement ou indirectement, pour son propre compte, ou pour toute personne physique ou morale.
- L'accomplissement de tous actes ou convention y relatifs, dont la gestion, la cession, la négociation, l'administration du portefeuille ainsi constitué, et plus généralement tous actes utiles ou accessoires à la réalisation de cet objet.
- Les prestations et services aux filiales et participations dans tous domaines notamment : la gestion, l'administration, le marketing, le commercial ainsi que dans les domaines administratif, comptable, financier et informatique.
- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **AB GROUP HOLDING**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - DUREE DE LA SOCIÉTÉ - EXERCICE SOCIAL

1 - La durée de la Société est fixée à 99 années A compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2011.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé : 42 Avenue de Verdun 93230 ROMAINVILLE

Il peut être transféré dans tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, par simple décision de la gérance sous réserve de la ratification de cette décision par les associés réunis en assemblée générale extraordinaire. Le siège social peut être transféré en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. La Gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL - APPORTS EN NATURE :

1- Apports effectués par Monsieur William BION

Monsieur William BION apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté es-qualité par les deux fondateurs de la Société, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

1. CINQ CENTS (500) parts sociales, numérotées 1 à 500 de la Société SSDS RENOV, Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 Euros, dont le siège social se trouve à PARIS (75008), 49-51 rue de Ponthieu, Immeuble D, immatriculée auprès du RCS de PARIS sous le numéro B 513 179 267.

Lesdites parts sociales sont évaluées au nominal, soit CINQ CENTS Euros (500 €)

2. CINQ MILLE (5000) parts sociales, numérotées 1 à 5000, de la Société PARTNER'S REALISATION, Société à Responsabilité Limitée au capital de 40.000 Euros, dont le siège social se trouve à PARIS (75008) 128 rue de la Boétie, immatriculée auprès du RCS de PARIS sous le numéro B 493 999 494.

Lesdites parts sociales sont évaluées à QUATRE CENT MILLE Euros (400.000 €)

3. QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX NEUF PARTS (499) parts sociales, numérotées 501 à 999 de la Société SCI AB CONSTRUCTING, Société Civile Immobilière au capital de 1.000 Euros, dont le siège social se trouve à PARIS (75008), 49-51 rue de Ponthieu, Immeuble D, immatriculée auprès du RCS de PARIS sous le numéro D 511 781 478.

Lesdites parts sociales sont évaluées à CINQ CENTS Euros (500 €)

Soit un apport global de 401.000 Euros.

Les apports effectués par Monsieur William BION ont été rémunérés par l'attribution de 36.500 parts sociales d'une valeur nominale de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées pour un montant de 365.000 Euros et par l'attribution d'une somme en espèces d'un montant de 36.000 Euros, soit inférieure à 10% de la valeur nominale des titres reçus, qui sera portée au crédit du compte courant ouvert au nom de Monsieur William BION dans les livres de la Société AB GROUP HOLDING.

En conséquence de ce qui est précisé ci-dessus les apports de Monsieur William BION seront rémunérés par l'attribution de 36.500 parts de 10 Euros.

2 - Apports effectués par Monsieur Christophe AFONSO

Monsieur Christophe AFONSO apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté es-qualité par les deux fondateurs de la Société, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

1. CINQ CENTS (500) parts sociales, numérotées 501 à 1.000 de la Société SSDS RENOV, Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 Euros, dont le siège social se trouve à PARIS (75008), 49-51 rue de Ponthieu, Immeuble D, immatriculée auprès du RCS de PARIS sous le numéro B 513 179 267.

Lesdites parts sociales sont évaluées au nominal, soit CINQ CENTS Euros (500 €)

2. CINQ MILLE (5.000) parts sociales, numérotées 5.001 à 10.000, de la Société PARTNER'S REALISATION, Société à Responsabilité Limitée au capital de 40.000 Euros, dont le siège social se trouve à PARIS (75008) 128 rue de la Boétie, immatriculée auprès du RCS de PARIS sous le numéro B 493 999 494.

Lesdites parts sociales sont évaluées à QUATRE CENT MILLE Euros (400.000 €).

3. QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX NEUF PARTS (499) parts sociales, numérotées 2 à 500 de la Société SCI AB CONSTRUCTING, Société Civile Immobilière au capital de 1.000 Euros, dont le siège social se trouve à PARIS (75008), 49-51 rue de Ponthieu, Immeuble D, immatriculée auprès du RCS de PARIS sous le numéro D 511 781 478.

Lesdites parts sociales sont évaluées à CINQ CENTS Euros (500 €).

Soit un apport global de 401.000 Euros.

Les apports effectués par Monsieur Christophe AFONSO ont été rémunérés par l'attribution de 36.500 parts sociales d'une valeur nominale de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées pour un montant de 365.000 Euros et par l'attribution d'une somme en espèces d'un montant de 36.000 Euros, soit inférieure à 10% de la valeur nominale des titres reçus, qui sera portée au crédit du compte courant ouvert au nom de Monsieur Christophe AFONSO dans les livres de la Société AB GROUP HOLDING.

En conséquence de ce qui est précisé ci-dessus les apports de Monsieur Christophe AFONSO seront rémunérés par l'attribution de 36.500 parts de 10 Euros.

Les apports en nature décrits ci-dessus ont été évalués connaissance prise des conditions stipulées les concernant et du rapport établi le 29 juillet 2010 par le Commissaire aux Apports désigné par les associés fondateurs. Ledit rapport est annexe aux statuts.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 Décembre 2015, il a été fait les apports en nature suivants :

- 1.000 parts de la Société civile "AB INVEST", ayant son siège social à Paris (8^{ème}) – 128 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 520 435 447 R.C.S. Paris, d'une valeur globale de 554.468 Euros
- 1.000 parts de la Société civile "AB REALTY", ayant son siège social à Romainville (Seine-Saint-Denis) – 42 avenue de Verdun, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 812 087 450 R.C.S Bobigny, d'une valeur globale de 1.000 Euros

Soit un apport global de 1.110.936 Euros rémunéré par la création de 27.096 parts sociales nouvelles émises au prix unitaire de Quarante-et-Un (41) Euros, comprenant une prime d'apport de Trente-et-Un (31) Euros.

TOTAL 1.000.960 €

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'Un Million Neuf Cent Soixante (1.000.960) Euros. Il est divisé en Cent Mille Quatre-Vingt-Seize (100.096) parts sociales de Dix (10) Euros de valeur nominale chacune, intégralement libérées, numérotées de 1 à 100.096, et attribuées aux associés en proportion de de leurs apports respectifs et de l'augmentation du capital, savoir :

- à Monsieur William Bion, à concurrence de Cinquante Mille Quarante Huit parts sociales, portant les numéros
1 à 36.500 et 86.548 à 100.096 50.048

- à Monsieur Christophe Afonso, à concurrence de Cinquante Mille Quarante Huit parts sociales, portant les numéros
36.501 à 86.547 50.048

Total égal au nombre de parts composant
le capital social : Cent Mille Quatre-Vingt-Seize 100.096

Toutes les parts représentant le capital social appartiennent aux associés susvisés, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs, et à l'augmentation de capital, et sont toutes entièrement libérées.

Article 8- AUGMENTATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL

1- Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir réévaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexe à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête d'un Gérant.

2- Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la Loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

3- Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus. Les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

4- Apports ou acquéreurs liés par un PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre des articles 515-5 et suivants du Code Civil.

Le ou la partenaire de rapport ou de l'acquéreur lié par un PACS conclu avant le 1^{er} janvier 2007 devra être agréé selon les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

Article 9- PARTS SOCIALES

1- Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2- Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Toutefois, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de Commissaire aux Apports ou lorsque la valeur retenue pour lesdits apports est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

En cas d'augmentation du capital, les gérants et les souscripteurs sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scelles sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3- Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

4- La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des Associés.

Article 10 - CESSIONS ET TRANSMISSIONS DES PARTS SOCIALES

1- Transmission entre vifs

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associés, entre ascendants et descendants, et entre conjoints.

Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, à des tiers étrangers à la Société, lorsque la Société comporte plus d'un associé, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise agréement, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la Gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la Gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois A compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts A un prix fixe dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil, sauf si le cédant renonce A la cession de ses parts. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

Le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

La Société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la Gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la Société, centraliser les demandes d'achat émanant des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la Gérance ou le représentant de la Société spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession.

A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées.

L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1, du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la Société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la Société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

La collectivité des associés doit être consultée par la Gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la Société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2- Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si la notification intervient lors de rapport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure au rapport ou à l'acquisition, le conjoint de rapporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lors de la délibération sur cet agrément, le conjoint associé ne prend pas part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

En cas de refus d'agrément, notifié au conjoint dans les trois mois de sa demande, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

L'absence de notification dans le délai de trois mois emporte agrément du conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être averti du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avance par acte extrajudiciaire.

Toutes notifications émanant du conjoint ou de la Société dans le cadre de la procédure prévue au présent article doivent généralement être effectuées par acte extrajudiciaire.

3- Transmission par décès

a) Les parts sociales sont transmises librement par succession au profit du conjoint ou des héritiers en ligne directe de l'associé précède comme au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé.

b) Tous autres héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément des associés survivants statuant à la majorité des trois quarts des parts sociales.

En cas de décès de l'un des associés la Société continuera avec son héritier ou seulement avec les associés survivants. Lorsque la Société continue avec les seuls associés survivants, ou lorsque l'agrément a été refusé à l'héritiers, celui-ci a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur.

La Société continuera soit avec le conjoint survivant, soit avec un ou plusieurs des héritiers, soit avec toute personne désignée par dispositions testamentaires ayant reçu agrément. Lorsque la Société continue dans ces conditions la valeur des droits sociaux attribués aux bénéficiaires de cette stipulation est rapportée à la succession. Dans ce cas, la valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du code civil.

Tout héritiers, ayant droit ou conjoint survivant (ou partenaire pacse survivant) qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la Gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément.

Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé.

S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs la désignation du mandataire commun doit être faite conformément à l'article 9, paragraphe 3 des présents statuts.

Tout acte de partage est valablement notifié à la Société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritiers, l'ayant droit le conjoint survivant (ou partenaire pacse survivant) doit notifier à la Société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Dans l'un et l'autre cas, si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la Société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu du siège social de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage.

Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la Société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la Société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritiers, ayant droit ou conjoint survivant (ou partenaire pacse survivant) non agréé ; il est fait application des dispositions des alinéas 5, 6, 7 et 9 du paragraphe ci-dessus, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant.

Si aucune des solutions prévues à ces alinéas n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

4- Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, aucun agrément n'est exigé du conjoint survivant et des héritiers en ligne directe ; tout autre héritiers doit être agréé conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.

Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

5- Extinction du PACS conclu avant le 1^{er} janvier 2007

En cas de résiliation du PACS (d'un commun accord entre les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code Civil par renvoi de l'article 515-6, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

Article 11 — LOCATION DE PARTS SOCIALES

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un contrat de location dans le cadre des dispositions de l'article L.239-1 et suivants du Code de commerce.

Le contrat de location doit, à peine de nullité, contenir les mentions décrites à l'article R.239-1 du Code de commerce.

Article 12 - DÉCÈS - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIÉ

La Société n'est pas dissoute lorsque la faillite personnelle l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée au regard de l'associé unique ou de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès de l'associé unique ou de l'un des associés. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il emportera cessation de ses fonctions de Gérant.

TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 13 - NOMINATION ET POUVOIRS DES GÉRANTS

I- La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux à la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

À l'exception des emprunts et crédits bancaires, des prêts et/ou emprunts consentis par des associés, les emprunts, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et

nantissements, la fondation de Sociétés et tout apport à des Sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces Sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

Chaque Gérant peut décider la mise en harmonie des statuts avec les dispositions impératives de la loi sous réserve de la ratification de cette décision par les associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

2- Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

Article 14 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DES GÉRANTS

Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux Sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Article 15 - CESSATION DE FONCTIONS DES GÉRANTS

Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 19 ci-après.

En cas de décès du Gérant unique, le commissaire aux comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder au remplacement du Gérant. Dans ce cas, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de quinze à huit jours.

Article 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent être nommés par les associés réunis en assemblée délibérant aux conditions de majorité prévues à l'article 19 des présents statuts.

Si à la clôture d'un exercice la Société vient à dépasser deux des seuils prévus à l'article R.221-5 du Code de commerce, les associés sont tenus de désigner au moins un Commissaire aux Comptes titulaire et un Commissaire aux Comptes suppléant.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

Article 17 - EMISSION D'OBLIGATIONS

Si la Société, tenue de désigner un commissaire aux comptes, a régulièrement approuvé les comptes des trois derniers exercices de douze mois, elle peut, sans faire appel public à épargne, émettre des obligations nominatives.

L'assemblée générale des associés décide l'émission d'obligations. Ces titres sont soumis aux dispositions applicables aux obligations émises par les Sociétés par actions à l'exception de celles prévues par les articles L.228-39 à L.228-43 et L.228-51 du Code de commerce.

Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information conformes aux dispositions des articles R.223-7 et suivants du Code de commerce, devront être mis à la disposition des souscripteurs.

TITRE IV

DÉCISIONS DES ASSOCIÉS

Article 18 - DÉCISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITÉS

1- La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2- Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale ou d'une consultation écrite des associés. Toutefois la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital social.

3- Toute Assemblée Générale est convoquée par la Gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

En cas de décès du Gérant unique, le commissaire aux comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder au remplacement du Gérant. Dans ce cas, le délai de convocation de l'assemblée Générale est réduit de quinze à huit jours.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant le quart des parts sociales s'ils représentent au moins le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une Assemblée.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la date de réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'Assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée est présidée par l'un des Gérants ou, si aucun deux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. De même si l'associé-Gérant unique est décédé.

Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'Assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'Assemblée est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les Gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Dans le cas où il n'est pas établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

4- En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots «oui» ou «non».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5- Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est établi sur le registre des procès-verbaux.

6- Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

7- Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Article 19 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité absolue des parts sociales est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un Gérant.

Article 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire apporter aux statuts toutes modifications permises par la Loi.

L'assemblée Générale extraordinaire ne peut valablement délibérer sur première convocation, que si les associés présents ou représentés possèdent le quart des parts sociales, et sur deuxième convocation, le cinquième du capital.

Une fois ce quorum atteint, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la Société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la Société en Société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, ou en Société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ou d'autoriser le nantissement des parts sans qu'il soit possible dans ce cas de procéder à une deuxième consultation.
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves.
- par des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 21 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INTERVENTION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés soit par écrit, soit en Assemblée Générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'assemblée ne peut se tenir avant la fin du délai de communication des documents d'information.

Tout associé non Gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse écrite du Gérant qui doit intervenir dans le délai d'un mois et communiquée au Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

La forme de sa désignation et les conditions d'exercice de sa mission sont fixées par la Loi et les règlements.

Chaque associé dispose, en outre, d'un droit de communication permanent ; entendu qu ce droit et les modalités de son exercice résultent des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES ASSOCIES OU GÉRANTS

1- Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la Gérance ou, s'il en existe un, du Commissaire aux Comptes, à l'Assemblée Annuelle.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues a des conditions normales.

2- Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

3- A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou associés autres que des personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des personnes visées ci-dessus.

TITRE V

AFFECTATIONS DES RESULTATS REPARTITION DES BENEFICES

Article 23 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, et des comptes annuels conformément aux dispositions du Titre 11 du Livre du Code de Commerce.

La Gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des suretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, si à la clôture de l'exercice social, la Société répond à l'un des critères définis à l'article R.232-2 du Code de commerce, le Gérant doit établir les documents comptables prévisionnels et rapports d'analyse, dans les conditions et selon la périodicité prévue par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et réglementaires.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées, et éventuellement le rapport du Commissaire aux Comptes, soient adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

À compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Gérant sera tenu de répondre au cours de l'Assemblée.

Ces mêmes documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'Assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'Assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

De même, le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 223-19 du Code de Commerce, doit être établi et déposé au siège social quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Article 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

1 - L'associé unique - Gérant, établit le rapport de gestion et le dépose avec les comptes annuels auprès du Greffe du Tribunal de Commerce dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Lorsque l'associé unique n'est pas Gérant, le rapport de Gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, lui sont adressés par la Gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social. A compter de cet envoi, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition de l'associé unique, qui peut en prendre copie.

Dans ce cas, l'associé unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

2 - En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi.

Ainsi, il est prélevé 5 p. 100 pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son tour lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmente du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est reparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves Générales ou spéciales dont ils décident la création et détiennent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 25 - DIVIDENDES-PAIEMENT

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

TITRE VI

PROROGATION – TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 26 — PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés a l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Article 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs a la moitié du capital social, la Gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu a dissolution anticipée de la Société.

L'assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués a concurrence d'une valeur au moins égale a la moitié du capital social.

La réduction du capital a un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

Article 28 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi.

Le Commissaire aux Comptes de la Société peut, sur décision unanime des associés, être désigné comme Commissaire à la transformation.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Article 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation -, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par la perte totale de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la Loi. Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est reparté entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à la personne morale, associée unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.